

La gauche face au défi migratoire

Paru en version abrégée dans *Esprit*, n° 458, octobre 2019.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Aujourd'hui, la conclusion du *Manifeste du parti communiste* fait figure de vœu pieux. À l'heure où les partis xénophobes gagnent du terrain dans presque toutes les démocraties, séduisant largement (mais pas uniquement) un électorat populaire autrefois acquis à la gauche, on a beaucoup de mal à imaginer l'union sacrée des travailleurs du monde. Il n'est pourtant pas dit que cette exhortation ait perdu de sa pertinence. Si la gauche veut maintenir son engagement historique en faveur des plus désavantagés, elle ne peut se désintéresser ni des classes populaires, en partie hostiles à l'immigration, ni de ceux qui cherchent à fuir la misère et migrent dans l'espoir d'une vie meilleure. Or, à bien des égards, ces objectifs sont en tension – et c'est cette tension qui traverse les gauches dans les pays riches qui fait l'objet de cet article.

Un électorat en fuite

Ce défi que posent les migrations contemporaines à la gauche, il faut d'abord le situer dans un contexte plus général de crise des gauches de gouvernement, ou de crise de la social-démocratie, manifeste dans l'érosion du soutien électoral dont elle jouit dans de nombreux pays¹. Le score historiquement bas du Parti socialiste français lors de l'élection présidentielle de 2017 en constitue peut-être l'exemple le plus frappant.

Les électeurs semblent avoir perdu foi dans la capacité des partis sociaux-démocrates à transformer la société. Focalisation sur la croissance et le taux d'emploi (plutôt que sa qualité), pression sur les chômeurs, concessions aux entreprises : plus grand-chose ne semble permettre de distinguer avec netteté l'identité sociale-démocrate. L'explication tient sans doute en grande partie au contexte mondial : dans une situation où les États sont en compétition les uns avec les autres pour séduire les grandes entreprises et garder leurs plus grosses fortunes, la fiscalité est nivelée vers le bas, privant les gouvernements de moyens d'action. Dans le contexte de l'Union européenne, les contraintes sont plus fortes encore puisque la rigueur budgétaire est inscrite dans les traités. Privée de ressources fiscales et du droit de mener de grands investissements sociaux, la gauche de gouvernement n'a, c'est le moins qu'on puisse dire, pas le vent en poupe.

À ce contexte économique s'ajoute la nouvelle concurrence des partis xénophobes. Tandis que beaucoup de ces partis combinaient auparavant un discours anti-immigration avec une attitude pro-marché, voire néolibérale (d'où l'appellation « extrême-droite »), la tendance est maintenant à ce que les politistes appellent « chauvinisme du bien-être », à savoir la combinaison d'une protection sociale relativement forte pour les nationaux et

¹ Voir Michael Keating et David McCrone, *The Crisis of Social Democracy in Europe*, Edinburgh University Press, 2013 ; David Bailey, Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona et Mathieu Vieira, *European Social Democracy During the Global Economic Crisis*, Manchester University Press, 2014.

d'un rejet de l'immigration². Dans ce glissement, exemplifié en France par la transition de Jean-Marie à Marine Le Pen, ces « nouveaux » partis xénophobes se sont emparés d'un espace politique vide qui leur permet de blâmer aussi fort la droite que la gauche : la droite parce que son libéralisme économique crée des laissés-pour-compte ; la gauche parce qu'elle défend insuffisamment les intérêts des nationaux.

C'est surtout pour la gauche, toutefois, que ces partis xénophobes constituent un adversaire redoutable³. En effet, les partis sociaux-démocrates jouissaient auparavant du soutien de deux catégories sociales très distinctes : une classe moyenne-haute éduquée défendant des idéaux universalistes, et une classe populaire menacée par la mondialisation économique, a priori plus méfiante par rapport à l'immigration qu'elle percevait parfois comme une intensification de la compétition pour des emplois en raréfaction.

Or, si les partis sociaux-démocrates se montrent trop ouverts à l'immigration sans parvenir à convaincre leurs électeurs des classes populaires des bienfaits de celle-ci (notamment comme réponse au vieillissement des populations autochtones), ils risquent de les voir filer vers un parti xénophobe. Et s'ils ne prennent pas suffisamment la défense de ceux qui souhaitent immigrer, ils perdent leurs électeurs de classe moyenne-haute au profit des écologistes ou de la gauche radicale. C'est peu dire qu'ils se trouvent donc aujourd'hui dans une situation extrêmement délicate.

Au-delà du clivage gauche-droite

Qu'en est-il des gauches radicales ? Dans de nombreux pays, elles bénéficient de la déroute sociale-démocrate. Elles attirent notamment les électeurs qui estiment que les partis sociaux-démocrates ne se distinguent plus suffisamment de la droite. Toutefois, face à l'immigration, ces gauches radicales font souvent face au même dilemme que leurs concurrentes. Elles aussi disposent souvent du soutien d'un électorat mixte d'un point de vue socio-économique, une partie duquel pourrait être tenté par un vote xénophobe. La stratégie consistera alors le plus souvent à déplacer l'attention vers d'autres thèmes, à ne pas trop politiser celui de l'immigration. À l'inverse des gauches de gouvernement, les gauches radicales peuvent le plus souvent se permettre de garder ce thème à distance, puisque tant qu'elles ne gouvernent pas, elles ne sont pas forcées d'adopter une position claire.

Ce qui apparaît de plus en plus nettement, toutefois, c'est que bon nombre de partis de gauche ont aujourd'hui abandonné la perspective ouvertement internationaliste qui caractérisait autrefois le socialisme. Si bien que sur la question de l'immigration, ce n'est pas ou plus le clivage gauche-droite qui se joue. C'est plutôt un clivage « identitaire » opposant nationalistes et cosmopolites⁴, ou « localistes » (puisque la nation n'est pas

² Voir Cass Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge University Press. Au sujet de Marine Le Pen, on a même parlé d'un « socialisme ethnique » (Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011). La formule est frappante, mais c'est un usage assez léger du terme « socialisme ».

³ Sonia Alonso et Saro Claro da Fonseca, « Immigration, Left and Right », *Party Politics*, 18 (6), 2012, p. 865-884.

⁴ Certains caractérisent plutôt ceci comme un clivage entre société *ouverte* et *fermée* (Guy Michelat et Vincent Tiberj, « Gauche, centre, droite et vote. Permanence et mutation d'une opposition », *Revue française*

toujours l'unité de référence) et « globalistes ». Au cœur de ce clivage repose la question de la préférence ou de l'absence de préférence morale pour les compatriotes, qui a des implications non seulement sur la question de l'ouverture à l'immigration, mais aussi l'ouverture économique (par opposition au protectionnisme), la perception des institutions supranationales, ou encore l'aide au développement.

En raison de son passé internationaliste et de son identité solidariste, la gauche va souvent prendre la défense des étrangers quand ils sont installés sur le territoire national, mais manifester une certaine ambiguïté quant à l'accueil de nouveaux immigrés (outre ceux qui ont droit au statut de réfugié, que la gauche ne remet généralement pas en question).

Quant à l'ouverture économique, à laquelle peut conduire une attitude cosmopolite, la difficulté pour la gauche, c'est qu'elle bénéficie essentiellement aux travailleurs hautement qualifiés et pénalise le plus souvent les travailleurs peu qualifiés qui voient leurs emplois menacés soit par les délocalisations, soit par l'arrivée d'une main d'œuvre encore moins bien protégée et prête à travailler pour des salaires plus faibles.

La droite, par contraste, se montre généralement ouverte aux échanges économiques, mais restrictive quant à l'immigration. Idéologiquement, ce n'est pourtant pas une attitude évidente. En effet, du point de vue de la liberté individuelle et de l'efficacité économique, fortement valorisées par la droite, les frontières sont une aberration, une entrave à la liberté de mouvement, à la croissance et à l'équilibrage de l'économie mondiale⁵. L'attitude la plus fréquente des partis de droite est donc souvent un compromis entre libéralisme économique et nationalisme de circonstance, ce dernier relevant surtout d'une stratégie électorale face à un électorat relativement xénophobe.

Il n'est toutefois pas exclu de voir apparaître à l'avenir une « nouvelle » droite plus franchement mondialiste, qui défendrait à la fois l'ouverture économique et l'ouverture à l'immigration⁶. Cela pourrait complètement renverser le clivage gauche-droite, puisque l'ouverture économique mondiale et l'immigration peuvent bénéficier à certaines des populations les plus pauvres de la planète, là où le protectionnisme que défend une certaine gauche pourrait avoir pour effet de maintenir certains privilèges des pays riches⁷. Une gauche protectionniste ne peut plus se targuer de défendre les plus pauvres ; elle défend plutôt les plus pauvres *de son pays*, comme le revendique par exemple de façon décomplexée le mouvement *Aufstehen* en Allemagne⁸. Une telle gauche ne cherche plus à se distinguer du concurrent xénophobe sur la question de l'immigration, mais par une critique plus franche du capitalisme, afin de regagner le soutien des classes populaires.

Quelles options pour l'avenir de la gauche ?

de science politique, vol. 57, no. 3, 2007, p. 371-392 ; Gérard Grunberg, « Le clivage gauche-droite est-il dépassé ? », *Telos*, 9 juin 2017).

⁵ Voir par exemple Bas van der Vossen et Jason Brennan, *In Defense of Openness: Why Global Freedom is the Humane Solution to Global Poverty*, Oxford University Press, 2018.

⁶ À certains égards, Emmanuel Macron incarnait en 2017 cette nouvelle droite face à François Fillon. Son ouverture à l'immigration reste toutefois timide.

⁷ Je laisse ici de côté, faute d'espace, la question environnementale, qui doit également rentrer en ligne de compte dans l'évaluation de l'ouverture économique mondiale.

⁸ Thomas Wieder, « En Allemagne, l'émergence d'une gauche antimigrants », *Le Monde*, 3 septembre 2018.

Pour les gauches qui refusent d'emprunter cette dernière voie et d'abandonner les plus désavantagés du monde au profit des nationaux, le grand défi pour l'avenir consistera à réconcilier la défense d'un État social réellement protecteur (contre la droite) et la solidarité transnationale (contre les partis xénophobes). La bonne nouvelle, de ce point de vue, c'est qu'il semble que plus les citoyens se sentent protégés, moins ils se sentent existentiellement menacés, plus ils font généralement montre d'ouverture aux échanges internationaux et à l'immigration⁹. Les deux objectifs sont donc compatibles. Néanmoins, cela ne règle pas toutes les questions difficiles à trancher. Afin de combiner solidarités nationale et transnationale, deux grands moyens d'action (agir sur les causes et sur l'accueil) et trois options sont envisageables, qui possèdent chacune leurs défauts.

Agir exclusivement sur les causes ?

Le premier moyen d'action consiste à se focaliser sur les causes des migrations sud-nord. De ce point de vue, on pourrait considérer qu'accueillir ceux qui fuient la misère n'est pas la meilleure option, car cela accroît la xénophobie et ne résout pas le problème des pays d'origine, qui se voient même privés d'une part de leurs forces vives. La voie de l'aide au développement et de la lutte contre le réchauffement climatique (source importante d'émigration), au contraire, est de nature, sur le long terme, à réduire les mouvements migratoires sans usage de la force. Il semble donc que, dans une perspective solidariste, la seule justification légitime d'une restriction de l'immigration soit un engagement massif et efficace dans l'aide au développement et la lutte environnementale – dont il faudrait encore convaincre les citoyens d'accepter le coût, qu'une vision de gauche visera, dans la mesure du possible, à répartir en fonction des revenus.

On pourrait toutefois légitimement se demander si un gouvernement de gauche, dans l'attente d'un monde meilleur où personne ne se sentirait forcé de migrer pour vivre décemment, peut se contenter d'efforts de ce type (probablement insuffisants, surtout si les autres pays riches ne changent rien) et se désintéresser du sort de ceux qui fuient la misère.

Accueillir un maximum ?

On ne peut dès lors probablement pas faire l'économie du second moyen d'action : réduire les inégalités mondiales par le biais d'une immigration qui ne se focalise pas sur les travailleurs qualifiés.

Dans cette perspective, un parti ou gouvernement de gauche pourrait faire le pari de l'hospitalité maximale. Il faudrait alors essayer de rassurer les électeurs de classes populaires se sentant menacés par l'immigration (ce qui n'est pas le cas de tous) et chercher à convaincre un maximum d'électeurs, toutes classes confondues, par un discours solidariste fort.

⁹ Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, « Public opinion and global justice », *Comparative Political Studies*, 35 (6), 2002, p. 631-656 ; Ronald Inglehart et Pipa Norris, « Trump and the populist authoritarian parties: the silent revolution in reverse », *Perspectives on Politics*, 15 (2), 2017, p. 443-454.

Cette approche se heurtera inévitablement à la question du coût. En effet, si les conséquences économiques des migrations, actuellement, dans les pays de l'OCDE, sont nulles ou légèrement positives¹⁰, c'est notamment en raison du fait que ces pays sont sélectifs. À côté des réfugiés, c'est en grande partie une immigration qualifiée qu'ils accueillent. Si l'on ouvrait davantage nos frontières à quiconque souhaite immigrer, la portion de travailleurs peu qualifiés et ne parlant pas une langue facilitant l'accès à l'emploi augmenterait vraisemblablement. Cela signifie qu'un plus grand nombre d'immigrés dépendrait – le temps de s'insérer dans le marché de l'emploi – d'aides sociales. En d'autres termes, l'accroissement de l'accueil (couplée à l'aide au développement et à l'action environnementale) devrait sans doute aller de pair avec un accroissement du budget de la protection sociale, déjà sous pression dans de nombreux pays en raison des règles d'austérité, de la compétition fiscale, de l'évasion fiscale et de l'hostilité de nombreux citoyens à l'impôt.

Outre l'aide à l'insertion socio-professionnelle, voire un meilleur partage du travail afin de réduire le nombre de personnes dépendant d'aides sociales, le défi pour la gauche serait alors de parvenir à augmenter à nouveau les recettes fiscales et les politiques redistributives de façon à assurer la soutenabilité d'une politique d'accueil généreuse. En raison de ces contraintes et des défis de l'immigration pour la cohésion sociale¹¹, une politique d'accueil maximal et généreux ne sera sans doute pas une politique de frontières ouvertes. Elle pourrait consister à ouvrir une voie légale pour l'immigration économique par le biais de *greens cards* ou permis de résidence permanente attribués par une loterie afin de réduire la discrimination migratoire et d'accueillir aussi les plus désavantagés. Ce faisant, la position « de gauche » sur l'immigration se différencierait davantage – comme une attitude essentiellement *solidariste*, cherchant à accroître l'accueil et la solidarité.

Accueillir plus ou mieux ?

Toutefois, l'option présentée à l'instant (accueillir un maximum de personnes, y compris peu qualifiées, dans les limites de soutenabilité de l'État social) n'est pas celle qui *maximise* véritablement l'accueil. Si l'immigration peu qualifiée a un coût économique (bien que de nombreux immigrés s'insèrent sur le marché de l'emploi et deviennent des contributeurs nets), c'est seulement sous l'hypothèse où les personnes ayant immigré ont accès (direct) à la protection sociale. Pour réduire ce coût de l'immigration, certains chercheurs suggèrent de limiter (temporairement) l'accès à la protection sociale des immigrés légaux¹². Cela permettrait à la fois d'accueillir davantage de personnes et de les inciter à immigrer là où il est plus aisé de trouver du travail (plutôt que là où la protection sociale est la plus généreuse).

¹⁰ Frédéric Docquier, Çağlar Ozden et Giovanni Peri, « The Labour Market Effects of Immigration and Emigration in OECD Countries », *The Economic Journal*, 124, 2014, p. 1106-1145.

¹¹ Pour une étude nuancée des défis de l'immigration pour la cohésion sociale, voir Keith Banting et Will Kymlicka (dir.), *The Strains of Commitment: The Political Sources of Solidarity in Diverse Societies*, Oxford University Press, 2017.

¹² Anna Stilz, « Guestworkers and second-class citizenship », *Policy and Society*, 29 (4), 2010, p. 295-307 ; Branko Milanovic, *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2016.

Cette troisième option ne manque évidemment pas d'interpeller. On accepterait donc des citoyens de second rang, jouissant de droits réduits ? Oui, répond Branko Milanovic, un des promoteurs de l'idée, car l'option alternative (accueillir peu, mais bien) n'est égalitaire qu'en apparence. Certes, les personnes ayant immigré jouissent alors des mêmes droits que les autres citoyens, mais ceux qui ont la chance de jouir de ces droits sont largement et injustement privilégiés par rapport à ceux qui restent bloqués aux frontières¹³, voire périssent en Méditerranée. Accueillir généreusement flatte l'ego, mais ne nous rend pas forcément plus moraux tant que la grande majorité de ceux qui souhaiteraient immigrer sont laissés pour compte.

Cette option (accueillir moins bien, mais beaucoup plus) n'est toutefois acceptable que si la limitation des droits des immigrants va effectivement de pair avec une augmentation significative des permis de résidence, voire une libre circulation totale. Or, il existe un risque important qu'une large portion de l'électorat des pays riches et des partis opportunistes et peu soucieux de solidarité soient tentés, puisqu'une réduction des droits est admise, d'accueillir *moins et moins bien*. En ce sens, maintenir l'égalité de tous devant les droits fondamentaux joue un rôle de garde-fou contre les abus. Il est néanmoins souhaitable de garder à l'esprit les limites de cette égalité de façade.

Quelle sera l'option retenue par la gauche ? Y aura-t-il une option sociale-démocrate et une option de gauche radicale, voire une option écologiste ? Difficile à prédire. Ce qui paraît indéniable, c'est qu'aucune issue facile ne se dégage pour la gauche. Si la promotion de l'État social et de l'ouverture mondiale¹⁴, de la solidarité nationale et transnationale peuvent aller de pair, la conciliation de ces objectifs sera vraisemblablement le grand défi de la gauche au 21^e siècle.

Pierre-Étienne Vandamme
Center for Ethics, Social and Political Philosophy
KU Leuven

¹³ Branko Milanovic, *op. cit.*, p. 150.

¹⁴ Voir également à ce sujet Pranab Bardhan, Samuel Bowles et Michael Wallerstein (dir.), *Globalization and Egalitarian Redistribution*, Oxford University Press, 2006.